VOICI CE QUI NOUS ATTEND…
SI NOUS NE BOUGEONS PAS

Une politique d'austérité d'une brutalité sans précédent…

- Une baisse du SMIC porté à 480 euros nets et à 417 euros nets pour les nouveaux salariés
- Pour les moins de 25 ans, ce même SMIC à moins de 400 euros nets
- Un gel des salaires pendant au moins 3 ans
- Une baisse de 15 % des retraites avec une pension de 320 euros pour les nouveaux retraités
- Un taux de chômage de 25 % avec 50 % des jeunes de moins de 25 ans sans emploi
- Près de 30 % de postes de fonctionnaires supprimés en 3 ans
- Une diminution de 40 % du budget des hôpitaux en 3 ans
- Une inflation annuelle de l'ordre de 4 %

Avec des conséquences sociales désastreuses…

- Une hausse du taux de suicide comprise entre 25 et 40 % en 3 ans
- Une progression annuelle de la consommation d'héroïne de 20 %
- Une augmentation de 50 % des infections au virus VIH[1]
- Un quasi-doublement des vols et des homicides en 3 ans
- Un quart de la population menacé par la pauvreté
- Des mois de salaires impayés pour un tiers des ouvriers
- 14 % de travailleurs pauvres
- 10 % d'enfants souffrant de malnutrition et des écoles travaillant sans livres scolaires

Tout cela se passe aujourd'hui en Grèce !

Ce que nous venons de décrire, c'est la situation que subit la grande majorité de la population grecque actuellement et que les autres pays de la planète, nous avec, s'apprêtent à vivre si nous ne bougeons pas. **Aujourd'hui, la Grèce est un laboratoire dans lequel la Troïka (la Banque Centrale Européenne, la Commission Européenne et le Fond Monétaire International) expérimente à vif son traitement de choc visant à faire payer au peuple une crise dans laquelle il n'est pour rien.** En effet, la crise actuelle n'est que le prolongement de la crise des *subprimes* laquelle, que l'on sache, n'a pas été créée par les ménages pauvres américains mais par les banques associées à la grande criminalité[2] qui les ont escroqués. Contrairement à ce que nous servent à l'envi Sarkozy, le MEDEF et les médias (une autre Troïka pernicieuse), **la crise des dettes publiques actuelle n'est pas le fait des familles qui vivraient au-dessus de leurs moyens**.

[1] Ces données en matière de santé proviennent d'un article intitulé « Health effects of financial crisis : omens of a Greek tragedy », paru dans la célèbre revue britannique *The Lancet* du 22 octobre 2011.

[2] Ces liens étroits entre la finance et la grande criminalité ont été mis en évidence par Antonio Maria Costa, ancien Directeur de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), et par Jean-François Gayraud, commissaire divisionnaire de la Police nationale, dans son livre : *La grande fraude. Crime,* subprimes *et crises financières* (Odile Jacob, 2011).

Selon l'INSEE, la France compte 8,2 millions de personnes pauvres, et le rapport 2012 sur le mal-logement de la Fondation Abbé Pierre recense plus de 10 millions de mal-logés. Non, les familles ne sont pas les responsables de la crise. Le dernier *Rapport sur la dépense publique et son évolution* du Ministère du budget, paru en 2012, le confirme en indiquant que la part des dépenses publiques dans le PIB français est passée de 52,8 % dans les années 1990 à... 52,9 % dans les années 2010. **En réalité, l'augmentation des déficits et de la dette n'est pas la conséquence d'une envolée des dépenses, mais d'une réduction des recettes**. Gilles Carrez (député UMP) chiffre les exonérations et les baisses d'impôts consenties entre 2000 et 2009 à plus de 100 milliards d'euros (le SNUI Sud Trésor estime à près du double ce manque à gagner).

La crise de la dette publique est le fait de la finance, du capitalisme financiarisé et d'une minorité de privilégiés, pas des salariés, des travailleurs immigrés, des retraités, des chômeurs et des jeunes. Alors, n'acceptons pas l'inacceptable. Rejoignons les mouvements et les collectifs qui partout dans le monde refusent de payer cette crise en réclamant notamment un audit citoyen de la dette publique. En France, aujourd'hui, plus d'une centaine de collectifs se sont constitués pour obtenir des réponses claires à ces questions simples : D'où vient la dette ? A-t-elle été contractée dans l'intérêt général, ou bien au bénéfice de minorités déjà privilégiées ? Qui détient les titres de la dette? Peut-on alléger son fardeau autrement qu'en appauvrissant les populations ? Dans beaucoup d'endroits du monde, en Europe, en France ce débat démocratique a été lancé. Il est essentiel car les réponses apportées à ces questions détermineront notre avenir.

La révolte monte. Non seulement à la Place Syntagma d'Athènes, mais aussi à la Puerta del Sol à Madrid avec les *Indignés*, aux Etats Unis avec les mouvements *Occupy Wall Street* ou *Occupy Oakland* et dans bien d'autres lieux de la planète.

Lors d'un meeting organisé à Marseille le 17 février dernier, Sonia Mitralia, membre du Comité Grec contre la Dette et de l'Initiative des Femmes contre la dette et les Mesures d'Austérité, concluait son intervention par ces mots :

« Oui, il n'y a désormais qu'une seule perspective, la seule réaliste et faisable, celle du combat commun de ceux d'en bas partout en Europe. Camarades, c'est maintenant plus que jamais que l'union fait la force. Unissons-nous car tous ensemble nous pouvons toujours changer ce monde qui est en train de pourrir. Avant qu'il ne soit pas trop tard... Et rappelez-vous : Si ce n'est pas nous, alors qui ? Si ce n'est pas maintenant, alors quand ?... »

Sud BPCE *est un des tout premiers signataires de l'appel national* ***pour un audit citoyen de la dette publique*** *lancé il y a quelques mois. Notre syndicat participe activement à l'action du collectif national et des comités locaux constitués partout en France. En France, on compte à ce jour une centaines de comités. Vous pouvez trouver leurs coordonnées et avoir accès à l'ensemble des analyses et documents relatifs à la question de la dette publique et de l'audit citoyen grâce au lien :*

www.audit-citoyen.org

L'exécutif national Paris, le 28 février 2012

J.Bonnard - M.Brugnooge - D.Gilot - JL.Kerenflec'h - JF.Largillière - B.Meyer - JL.Pavlic - C.Perrin - S.Rodier - P.Saurin n°3-2012

Union syndicale Solidaires

SUD Banques Populaires Caisses d'Epargne

Sud groupe BPCE – 24, Boulevard de L'Hôpital 75005 PARIS - Tél. : 01 42 33 41 62
Contact : sud.caisse-epargne@orange.fr - www.sudce.com - www.solidaires.org –**Facebook *Sud* BPCE**